



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE
THE WEEKLY PRESS REVIEW

Media Libre 2018



Sources	Articles
<p>AL.HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 10-08-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghreb</p>	<p>Les enjeux de la manifestation du 13 août pour les libertés individuelles et l'égalité décryptés par la présidente de l'ADLI Jinan Limam</p> <p>"Les campagnes des réactionnaires, toutes obédiences confondues (...) visent également les grands acquis démocratiques de la Constitution de 2014"</p> <p>Alors qu'un appel à manifester a été lancé par le Mouvement citoyen pour les libertés individuelles et l'égalité, le 13 août afin de réclamer la concrétisation des propositions de la Commission pour les libertés individuelles et l'égalité (Colibe), le HuffPost Tunisie est allée à la rencontre de la présidente de l'une des associations composant ledit mouvement, en l'occurrence, Jinan Limam, enseignante à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales et présidente de l'Association de défense des libertés individuelles (ADLI). Elle se livre sur les enjeux de cette mobilisation (INTERVIEW).</p> <p>HuffPost Tunisie: Pourquoi cet appel à mobilisation et quelles sont vos attentes?</p> <p>Jinan Limam: La Tunisie fête cette année le 62ème anniversaire de l'adoption du code du statut personnel (CSP) dans un contexte marqué par la controverse autour du rapport élaboré par la Colibe. Les propositions de la Commission ont suscité chez les milieux islamistes et conservateurs des réactions hostiles, des mobilisations dans les mosquées et des discours haineux et violents à l'encontre des membres de la Colibe et de sa Présidente Bochra Bel Haj Hmida.</p> <p>Notre mobilisation à l'occasion du 13 août cette année doit transmettre 4 messages clés:</p> <ol style="list-style-type: none">1- Rappeler que malgré les acquis en matière d'émancipation des femmes en Tunisie depuis 1956, les discriminations à l'égard des femmes subsistent encore. Outre les inégalités au niveau de l'exercice des droits, certains textes juridiques, dont le Code du Statut Personnel, consacrent toujours des inégalités entre les sexes au niveau des relations intrafamiliales, tels qu'en matière d'héritage, de la dot, de la présidence de la famille...Et cela en violation de la constitution de 2014 et de la CEDAW ratifiée par la Tunisie.2- Exiger des réformes législatives en vue de l'égalité effective entre les sexes et affirmer le soutien aux propositions progressistes de la COLIBE en la matière, notamment l'égalité en héritage, l'abolition de la dot, l'égalité entre les parents concernant la tutelle et la garde de leur enfant, l'abrogation de l'article 23 du Code du Statut Personnel qui dispose que le mari est le chef de famille, l'égalité entre les enfants légitimes et les enfants naturels...3- Affirmer que la cause de l'émancipation des femmes est partie intégrante de la défense des

droits humains dans leur indivisibilité et universalité. Ainsi il est important de soutenir les autres recommandations de la Colibe portant sur les libertés individuelles, notamment: la garantie de la liberté de conscience, de pensée et d'expression, des libertés académiques, de la liberté de création artistique, le renforcement de la protection de la vie privée et des données personnelles, l'abolition de la peine de mort, la pénalisation de l'appel au suicide, la redéfinition des concepts vagues de l'ordre public, de la morale à l'aune de l'article 49 de la Constitution, la dépénalisation de l'homosexualité et l'abolition des tests anaux...

4- Dénoncer le discours de haine et les campagnes de diabolisation contre les membres de la COLIBE et de sa présidente et appeler au débat démocratique et serein autour des propositions du rapport élaboré par cette commission.

Nous avons besoin d'une mobilisation aussi importante que celles du 13 août 2012 et de l'été 2013 qui ont mis en échec le projet rétrograde et passéiste et conduit à l'adoption de la constitution de 2014. Sans cette mobilisation de la société civile, des démocrates et de toutes les composantes de la gauche, le processus de transition démocratique aurait sans doute échoué.

Dans le contexte actuel, l'enjeu est aussi important que celui des batailles précédentes. Par conséquent, il faut laisser de côté l'esprit de chapelle, les calculs électoralistes et les considérations politiciennes. Toutes les forces démocratiques sont appelées aujourd'hui à travailler ensemble et à mettre la pression sur le Président de la République et l'Assemblée des Représentants du Peuple pour exiger l'aboutissement de ces réformes indispensables pour la mise en place d'un État de droit en Tunisie.

Ennahdha a pris position hier contre l'égalité en héritage, la semaine dernière il y a eu une manifestation contre la Colibe, comme vous voyez cette mobilisation du camp adverse? Vous la craignez?

Je pense que manifestation du 13 août se veut aussi comme une riposte à cette campagne de dénigrement et de diabolisation visant la Colibe ainsi que toutes les forces du progrès dans notre pays. Il est important de remarquer que les campagnes des réactionnaires, toutes obédiences confondues, ne sont pas dirigées uniquement contre la Colibe et ses membres mais elles visent également les grands acquis démocratiques de la Constitution de 2014, notamment le caractère civil de l'État, la garantie des différentes générations des droits humains, des libertés individuelles et publiques, les principes de dignité, d'égalité et de non discrimination...

Rappelons que durant la phase constitutive (entre 2011 et 2014), les droits humains ont fédéré et ont synthétisé tous les autres combats. Ils étaient au cœur des controverses sur: la nature de l'État (État laïc/civil contre État théocratique) et ses sources de législation (droit positif contre

la Charia'a) ; l'approche des droits humains (l'approche universelle contre le particularisme); le rapport entre droit interne et droit international et le rang des accords internationaux dans l'ordre juridique national.

Le mouvement Ennahdha, fort de ses 89 sièges défendait au sein de l'Assemblée nationale constituante (ANC), avait un projet sociétal et constitutionnel conservateur fortement teintés d'une idéologie islamiste hostile à l'État civil, l'universalité des droits humains, l'égalité des sexes et aux libertés individuelles.

À l'initiative du mouvement Ennahdha, le premier avant-projet de la Constitution d'août 2012 comportait l'article 28 dont le contenu et la formulation ont déclenché des réactions véhémentes dans l'ensemble de la société civile et en particulier au sein des mouvements féministes et de défense des droits humains.

Il a fallu une grande mobilisation de la société civile et des acteurs politiques démocratiques et progressistes et un débat national dirigé par le quartet pour désamorcer la crise et parvenir à l'adoption le 26 janvier 2014 de la Constitution garantissant l'État civil et les principes d'égalité et de non discrimination.

Rappelons aussi que le mouvement Ennahdha a voté en faveur de ce texte et se vante même des grands acquis réalisés, en matière des droits humains en général et les droits des femmes en particulier.

À mon avis, un minimum de cohérence s'impose. Ainsi on ne peut pas voter un tel texte avant-gardiste et refuser d'épurer le corpus juridique des textes inconstitutionnels. De même, on ne peut pas s'émouvoir de la féminisation de la pauvreté et être en même temps hostile à l'égalité en héritage, ou défendre la participation politique des femmes et se vanter de la parité et justifier en même temps la persistance des discriminations sur le plan du statut personnel.

Yamina Zoghliami considère (députée d'Ennahdha) que les propositions de la Colibe ne sont pas les "vrais enjeux" du pays et s'attaque à la composition de la commission; quelle est votre réponse?

Déterminer les "vrais enjeux" du pays est une question éminemment politique qui fait l'objet d'une différence fondamentale d'approches et d'une différence au niveau de l'ordre des priorités dans les réformes.

Cette approche des droits humains à la carte qui fait prévaloir le développement sur les libertés publiques et individuelles a montré ses limites depuis longtemps en Tunisie et ailleurs. Sous le régime de Ben Ali, la satisfaction des besoins économiques et sociaux de base était considérée dans le discours officiel comme prioritaire, mais cela servait à justifier la violation des droits civils et politiques et des libertés individuelles. Après la révolution, on a découvert l'ampleur

de cette supercherie avec la montée en surface des inégalités sociales et régionales effarantes et un développement socio-économique en trompe-l'œil.

De plus, personne n'a de monopole pour déterminer les "vrais" enjeux de la Tunisie et des Tunisiens. Encore moins les partis politiques qui ont gouverné le pays depuis 2012 et dont le bilan était particulièrement négatif sur le plan des politiques économique et sociale.

Si on veut vraiment bâtir un État de droit, il faut en finir avec cette approche sélective des droits humains. L'État de droit est l'État dans lequel la toute puissance du pouvoir trouve sa limite dans la règle juridique qu'il est tenu de respecter. Il répond à une finalité, celle de protéger le citoyen contre l'arbitraire. Pour atteindre cet objectif les droits humains doivent être appréhendés comme étant un ensemble indivisible et interdépendant, ayant la même valeur et méritant tous la même protection. De même, le développement ne peut être dissocié du respect de tous les droits humains et de l'égalité entre les hommes et les femmes. Quant à la représentativité des différents courants au sein de la Colibe, je trouve qu'une telle exigence n'est pas pertinente puisque le décret portant création de cette commission a bien déterminé son mandat, ses référentiels et ses perspectives. Je trouve que les critères de la compétence et de la représentativité des différentes disciplines étaient bien respectés. Il s'agit de préparer un rapport concernant les réformes législatives relatives aux libertés individuelles et à l'égalité conformément à la Constitution tunisienne de 2014 ainsi qu'aux normes internationales des Droits humains. Par conséquent, sa composition était en symbiose avec cette exigence; elle ne pouvait pas contenir des personnalités hostiles aux socles de valeurs qui constituent la toile de fond de l'œuvre de cette Commission. Néanmoins, la Commission au cours de son travail, a opté pour une approche participative ayant permis le débat avec les différents courants de pensées, y compris les représentants de la mouvance conservatrice en Tunisie.



10-08-2018

S.H

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

Karim Helali : Le ministère des Affaires religieuses doit assumer ses responsabilités !

Le député Karim Helali est revenu, à travers un statut publié ce vendredi 10 août 2018, sur l'attitude des imams face au rapport de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe), notamment, en ce qui concerne leur prêche du vendredi, faisant porter la responsabilité au ministère des Affaires religieuses dans la préservation de la neutralité des mosquées. « J'ai écouté le prêche de ce vendredi. L'imam disait en substance, en allusion au rapport de la Colibe : « Aucun développement ne sera réalisé, le déficit de la balance commerciale ne baissera pas tant que nos gouverneurs proposent des lois contraires à la chariâa ! 232 pages de mensonges, de tromperies et de blasphème », rapporte le député, Karim Helali. « Il est normal qu'on discute calmement, avec profondeur et civisme le contenu du rapport de la Colibe d'un point de vue religieux et intellectuel. Cependant, il est inadmissible qu'on fasse de ce rapport, qui ne dépasse pas des idées et des propositions, une guerre religieuse attisée par des prêches divisant les Tunisiens. Attention, l'unité des Tunisiens est

une ligne rouge », assure-t-il. « Le ministre des Affaires religieuses est appelé à assumer son entière responsabilité dans la préservation de la neutralité des mosquées en lui évitant les conflits religieux fictifs ».



10-08-2018

B.H

[realites](#)

Les femmes démocrates appellent à l'abolition de l'article 230 lié au test anal

La présidente de l'association tunisienne des femmes démocrates Yousra Farouas a appelé ce vendredi 10 août 2018 à l'amendement de certains articles du code de statut personnel considérant que la société tunisienne a dépassé aujourd'hui ce code. Elle a ajouté dans une déclaration accordée aujourd'hui aux médias en marge d'un séminaire sous le thème « Pour un mouvement citoyen pour l'égalité et les libertés en Tunisie » que l'amendement devrait concerner particulièrement les articles 13 et 23 liés à la dot, au chef de famille ainsi que l'égalité dans l'héritage. Elle a précisé que le code du statut personnel consacre aujourd'hui la discrimination entre la femme et l'homme quant à la question de l'héritage. La présidente de l'association des femmes démocrates a dans ce contexte appelé à la mise en place du code des libertés individuelles et à abandonner la peine capitale en Tunisie de façon définitive. Elle a également appelé à l'abolition de l'article 230 du code pénal lié au test anal qualifiant ce dernier de test de la honte. Il s'agit selon elle d'une atteinte grave aux libertés individuelles.



10-08-2018

[shemsfm](#)

Le SNJT condamne l'agression de six journalistes par les forces de l'ordre à Djerba

Le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) a condamné vendredi les agressions physiques et verbales commises par les forces de l'ordre contre nombre de journalistes, alors qu'ils assuraient la couverture du Festival de Houmet Essouk à Djerba. Dans un communiqué rendu public vendredi, le Syndicat a réclamé l'ouverture en urgence d'une enquête à ce sujet aux fins de déterminer les responsabilités et de prendre les mesures répressives nécessaires contre les agresseurs. Le Syndicat national des journalistes tunisiens va assurer le suivi du processus judiciaire inhérent à l'agression physique d'un journaliste de Radio "Ulysse FM", Haithem Mahdhi, a-t-il tenu à préciser, appelant le ministère public à traiter sans retard le dossier et à engager des poursuites contre les agresseurs des journalistes. Trois agents des forces d'intervention ont commis mercredi soir des agressions physiques et verbales contre le journaliste de Radio Ulysse FM, Haitehm Mahdhi et quatre autres journalistes lors de la couverture d'une conférence de presse donnée par le rappeur et compositeur "Balti" dans le cadre du Festival de Houmet Essouk. Les journalistes victimes d'agression avaient observé jeudi un sit-in devant le siège du Commissariat de police à Djerba pour protester contre leur agression. Bien que les agresseurs n'appartiennent pas au district de police de Djerba, le Commissaire a tenu à présenter des excuses aux journalistes pour cet incident.



10-08-2018

Appel à la criminalisation de la corruption sexuelle

La conseillère auprès de la commission nationale de la lutte contre la corruption Moufida

Belghith a affirmé lors d'un congrès que la femme est quasiment absente des postes de décision dans la fonction publique. Ce taux ne dépasse pas 0.76% selon un rapport officiel publié en 2014 et ce malgré l'augmentation des taux des diplômées à 62% selon le même rapport. Belghith a appelé d'autre part à poser la question de la corruption sexuelle et la criminaliser, puisque dans les textes de loi ne sont que des crimes de harcèlement sexuel.

مقالات باللغة العربية



09-08-2018

جمال الدين الذهبي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

القيروان: امام جامع يفقد اسنانه بعد اعتداء عليه بسيف

أكد أيمن يونس المكني وهو امام خمس بجامع الدهماني بمدينة القيروان، أنه عندما كان في طريق عودته الى منزله بعد انتهاء من أداء صلاة العشاء يوم الثلاثاء 8 اوت ، تعرض إلى اعتداء بالعنف من قبل ثلاثة منحرفين اعترضوا سبيله بأحد مسالك المدينة العتيقة واعتدوا عليه بآلات حادة (سيوف) مما خلف له اضرارا على مستوى الفم تمثلت في تضرر طاقم اسنانه الامامية وفقدان هاتفه الجوال. وقد تحول قسم استعجالي بوحدة الاغالبية للاختصاصات الجراحية اين تلقى الاسعافات اللازمة وتم تمكينه من راحة مرضية بـ 21 يوما. وقد رفع المتضرر قضية عدلية ضد المعتدين الذين تعرف على هوياتهم فيما لا يزالون في حالة فرار.



10-08-2018

عبد الباسط بن حسن

رئيس المعهد العربي

لحقوق الإنسان

[lemaghreb](http://lemaghreb.com)

رسالة بمناسبة 13 أوت: المساواة للجميع أو البؤس المعمم

تونس تحت حجاب ضوضاء مصممة جديدة. أصوات رفض حادة « لتقرير الحريات الفردية والمساواة» تعبر عن سخطها ومعارضتها لما جاء في التقرير وتهدد وتتوعد. ها نحن مرة أخرى نحشر في زاوية كره الحريات الضيقة. زاوية تختلط فيها الآراء والمشاعر وتستدعي فيها شذرات من الدين والايديولوجيا والسياسة لتندثر بخطر ضياع «الهوية» والقيم ومستقبل المجتمع ككل إذا اعتمدت توصيات «التقرير».

إن إغراق «التقرير» في هذه الضوضاء من ردود الفعل العنيفة هو محاولة لانتزاع تاريخيته وتحويله من محاولة جديدة لإعادة قراءة علاقتنا الملتبسة بالحقوق والحريات، بكل ما فيها من إمكانات وحدود ، إلى وثيقة/مكيدة هدفها الوحيد شنّ الحرب على «ثوابت الأمة».

وإنّ هذه الضوضاء محاولة لإخراج التقرير من دائرة الاقتراح : اقتراح حلول لأزمة الحريات يمكن قراءتها نقديا ومناقشتها ووضعها في سياقات مسار الانتقال الديمقراطي.

وتمهد عملية إخراج «التقرير» العنيفة من دائرة فهم الناس وقدرتهم على تملكها تاريخيا للنظر في امكانية تحويلها إلى قواعد مشتركة، إلى «قتلها» رمزيًا وبالتالي إلى مواصلة «قتل» تجارب الحريات كلما ظهرت في تاريخنا محاولات لوضع الحقوق والحريات في جوهر المطالبة بمجتمعات جديدة.

إن «تقرير الحريات الفردية والمساواة» لم يأت من فراغ تاريخي ولن يكون نهاية المطاف في مسيرة تونس الطويلة والصعبة نحو بناء منظومة حقوق إنسان تقطع مع منظومة الاستبداد بالسياسة والعقول والأجساد. فعدد الحقوق والحريات التي نصّ عليها «التقرير» بدأ التأسيس لها تدريجيا في التراث الفكري المدني والقانوني والسياسي منذ عقود. كما أن عددا آخر من الحقوق والحريات لن يتحقق الآن بل ستفتح أمامها أبواب التفكير والنقاش وسنأتي أجيال أخرى لتحملها إلى أفق التحقق.

إذا لم كلّ هذه الضوضاء وهذا العنف في ردود الفعل على «التقرير»؟ ولم كلّ هذا الرعب من إمكانية تحويله إلى قاعدة قانونية ملزمة؟

إن التفسير الأعمق للأزمة الجديدة في تونس لا يكمن فقط في لائحة الحقوق التي يبشر بها «التقرير» بل يتمحور حول مفهوم تنزل في إطاره كل حقوق الإنسان ، هو المساواة.

لقد أعاد «التقرير» الصّراع بين المساواة والتمييز إلى واجهة الأحداث.

وهذا الصّراع لا تنفرد به تونس بل هو ظاهرة كونية يخترق حياة أغلب مجتمعات عصرنا وتتأثر به في كلّ المجالات السياسية والثقافية والاجتماعية والاقتصادية.

بل يمكن أن نردّ كلّ النزاعات والحروب وسوء الحوكمة والفساد والشعبوية والتطرف والعنف والأزمات المالية والاقتصادية إلى سبب أصلي وهو التمييز.

انه صراع بين مساواة تتأسس على منظور دولة القانون والمواطنة ومنظومة حقوق الإنسان وتتغذى بالحريات والمساواة بين جميع البشر وتعميم التعليم العمومي والمجاني والصحة والخدمات الأساسية والإدماج الاجتماعي والثقافي والسياسي والاقتصادي المعتم وببين تمييز يقوم على تعميق الفوارق بجميع أشكالها و ضرب لمبدأ المواطنة والاعتداء الصّارخ على دولة القانون وسعي محموم نحو المصلحة الفردية والفئوية المتوحشة.

إن للمساواة خطابها القائم على الكرامة وللتمييز خطاباته التي تتغذى من جنون الهويات والشعبوية والتطرف. إن الاجابة عن هذا التوتر الدائم بين ثنائية المساواة والتمييز يتطلّب الخروج من «ثقافة» ردود الفعل العنيفة على كلّ محاولة طرح أسئلة على حاضرنا ومستقبلنا وصياغة ثقافة حضارية جديدة تعود إلى ما يؤسس للكرامة ويصونها وذلك ببناء منظومات مستدامة لحقوق الإنسان وتفعيل دولة القانون والمساءلة السياسية والحوكمة الرشيدة والاستثمار في التعليم الجيد والصحة والثقافة والتنمية العادلة والمستدامة. ان ولادة «الجديد» مخيفة ومرهقة لجسد اجتماعي وثقافي تعود على سلطة القديم ودأب على سجن مبادرات الحرية في زوايا الإنكار المعتمة فأصاح على أجيال عديدة امكانات التحرر من «الخوف والفاقة». عمل كبير ينتظرنا للقطع مع غربة الحقوق والحريات وإدماجها في حياتنا والخروج من وضع انفصام حضاري عجيب يطالب فيه الجميع بحرية الرأي والتعبير والفكر والعقيدة والعمل المدني والسياسي والحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية ، ثم يسارع الجميع إلى التتكر لأداة التمتع بكلّ هذه الحقوق عند أول امتحان تاريخي جدي. لن يكتب لنا النجاح في الخروج من هذا الانفصام بدون الذهاب بسرعة إلى مجلس نواب الشعب لنضع أمامه القوانين التي تقطع مع إرث التمييز الثقيل. ولن يكتب لنا النجاح دون الكف عن التلاعب بالحقوق والحريات. ولن يكتب لنا النجاح إذا لم نحول مفاهيم الحقوق والحريات إلى مشترك اجتماعي وأفق حضاري نراه بإيماننا بالمساواة للجميع.

مستشفى الرازي والطب النفسي: أحلام بلحاج تفكك الكليشيهات وتفسر الإطار القانوني

يوم 11 جويلية 2018، تم إيواء شابة تدعى نهى البشيني بمستشفى الرازي للأمراض العقلية بموجب قرار «إيواء وجوبي» من وكيل الجمهورية بالمحكمة الابتدائية بجندوبة حيث تم الاحتفاظ بها في قسم ابن عمران للأمراض النفسية لمدة شهر تقريبا إلى أن أذنت المحكمة الابتدائية بجندوبة، يوم 7 أوت 2018، بتسريحها و بإيقاف الإيواء. و قد شغلت قضية نهى الرأي العام و أثارت جدلا حول ظروف الاحتفاظ بمستشفى الرازي والإجراءات القانونية التي تمكن من ذلك. في هذا السياق كان لنا حوار مع الدكتورة أحلام بالحاج وهي طبيبة نفسية للأطفال بمستشفى منجي سليم.

نواآة

09-08-2018

nawaat



10-08-2018

shemsfm

عبد المجيد الزار: المساواة الحقيقية ليست في الميراث وانما في الأجر بين المرأة والرجل

أكد رئيس الاتحاد التونسي للفلاحة والصيد البحري عبد المجيد الزار، اليوم الجمعة، أن إثارة مسألة المساواة بين الرجل والمرأة في الميراث، "ليست إلا إشكالية مفتعلة. وأشار الى أنه ضد مخالفة الشرع والعقيدة داعياً إلى النقاش بالافكار رفضا للتكفير. و بين الزار، خلال ندوة مغاربية تم تنظيمها بالعاصمة ببادرة من الاتحاد الوطني للمرأة التونسية تحت محور: "

أي دور للنساء في ادارة الشأن المحلي؟"، أن مسألة المساواة في الميراث لا يجب أن تطرح في الوقت الراهن، باعتبار أن المساواة الحقيقية التي يجب تطبيقها حالياً، تتمثل في المساواة في الاجر بين الرجل والمرأة خاصة في القطاع الخاص. كما تتمثل المساواة في ضمان التغطية الاجتماعية وتحسين ظروف النساء في العمل وخاصة في القطاع الفلاحي.

رئيسة جمعية النساء الديمقراطيات: مجلة الأحوال الشخصية تجاوزها الدهر



10-08-2018

mosaiquefm

أكدت اليوم رئيسة الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات يسرى فراوس في تصريح لموزاييك ان مجلة الاحوال الشخصية اصبحت تميز اليوم بين المرأة والرجل في الميراث وطالبت بتنقيح شامل للمجلة، معتبرة ان الدهر والمجتمع التونسي قد تجاوزاها. وشددت فراوس على اهمية ان تتضمن مجلة الاحوال الشخصية المساواة التامة والفعلية بين الجنسين دون اي اقصاء او استثناء. كما طالبت على هامش لقاء لتنسيقية الجمعيات والمنظمات والائتلافات الناشطة في مجال الدفاع عن المساواة والحريات بارساء مجلة للحريات الفردية والتخلي عن عقوبة الاعدام في تونس بصفة نهائية وكذلك التخلي عن الفصل 230 الخاص بالفحوصات الشرجية الذي وصفته فراوس ب"فحص العار" وبالاعتداء الصارخ على حرمة الجسد والحريات الفردية

Le 09-08-2018

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 09-08-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghre b</p>	<p>Yamina Zoghalmi dénonce "l'extrémisme" de la Colibe et s'abrite derrière les "constantes" de l'islam</p> <p>Ennahdha hausse le ton.</p> <p>Alors qu'un appel à mobilisation a été lancé 13 août, à l'occasion de la Journée de la femme tunisienne, pour soutenir les propositions de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe), le parti Ennahdha se mobilise de son côté, mais contre une éventuelle initiative du président de la République concrétisant les recommandations de la Colibe.</p> <p>Intervenant sur les ondes de Radio Med, la députée d'Ennahdha, Yamina Zoghalmi, a ouvert le feu sur la Colibe, jugeant sa composition "pas équilibrée" et manquant de nombreux spécialistes à l'instar des professeurs de la charia islamique. Sur le fond, elle déclare: "Nous n'allons pas voter pour des questions qui portent atteinte à l'identité arabo-musulmane de la Tunisie et aux constantes de l'islam". La députée agite l'article premier de la Constitution: "La Tunisie est un État libre, indépendant et souverain, l'Islam est sa religion, l'arabe sa langue et la République son régime". Pour elle, cet article est clair en mentionnant l'islam.</p> <p>La députée considère que certaines propositions de la Colibe sont "extrémistes", sans préciser de quoi elle parlait exactement.</p> <p>Elle a été claire en revanche concernant la question de l'égalité dans l'héritage, arguant que la Colibe n'a pas laissé le choix aux Tunisiens sur cette question et appelant à un dialogue plus</p>

élargi sur cette question, en se référant aux études islamiques en la matière. Plus globalement, la représentante d'Ennahdha appelle à tout reporter, prétextant que "ce ne sont pas les problèmes des Tunisiens". Pour elle, le rapport de la Colibe est en train de cliver les Tunisiens alors que les femmes tunisiennes jouissent déjà de beaucoup d'acquis comme la loi contre les violences faites aux femmes et en se félicitant de l'exemple de Souad Abdelrahim comme maire de Tunis. Yamina Zoghlami n'est pas contre en revanche un référendum sur la question, en jugeant non démocratique les propos de la député Bochra Bel Haj Hmida et de l'intellectuelle Olfa Youssef qui ont parlé d'insuffisance de la culture démocratique chez de nombreux Tunisiens qui explique leur refus du recours au référendum. À noter que le rapport de la Colibe a proposé plusieurs alternatives sur la quasi-totalité de ses propositions. S'inscrivant dans le contexte tunisien où la religion est pesante dans certaines sphères de la vie privée et publique, la Colibe s'est consacrée à composer avec une réalité complexe, tout en insistant sur son aspect évolutif et sur la primauté des droits humains au sens universel. Un exercice d'équilibriste qui a donné lieu à des suggestions tantôt tranchantes, tantôt se voulant plus conciliantes et progressives.



09-08-2018

S.H

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

Privé de passer un examen, un étudiant entame son 21ème jour de grève de la faim

Haytham Benayed, jeune étudiant en 3ème année à la faculté de médecine dentaire, entame, en ce jeudi 9 août 2018, son 21ème jour de grève ouverte de la faim. Pour cause, il s'est vu refuser de passer un examen de travaux pratiques et redouble, donc, son année avec une moyenne générale de 11.31. Le jeune étudiant revendique la réunion du conseil scientifique et "ne demande que le droit de passer l'examen en question". En effet, l'administration de la faculté de médecine dentaire l'a empêché de le passer à cause du nombre d'absence, qui sont justifiées selon lui. En effet, le jeune étudiant explique que ses absences sont justifiées par des certificats médicaux témoignant de son état psychique précaire. Faut-il encore mentionner qu'il a été emprisonné durant une année avec torture sous le régime de Ben Ali pour avoir été un opposant politique. Il n'a réussi à s'inscrire à la faculté de médecine dentaire qu'après le 14 janvier 2011. Un élan de solidarité de la part des étudiants, des dentistes et de certains enseignants a été observé. D'ailleurs, le conseil scientifique a décidé de se réunir mardi prochain pour examiner sa situation. Toutefois, le jeune étudiant maintient sa grève de la faim jusqu'à obtenir justice.



09-08-2018

I. B.A

[realites](http://realites.com.tn)

Une mosquée dévalisée à Slimane Une mosquée se trouvant à Slimane plage a été dévalisée dans la nuit du mercredi 8 août 2018. En effet, des inconnus s'y sont introduits et y ont tout volé, des tapis aux baffles, rien n'a été épargné. Une fois leur forfait accompli, les inconnus ont pris la fuite. D'ailleurs, les unités sécuritaires de la région ne sont toujours pas arrivés à identifier les responsables du vol. Il est à noter qu'une autre mosquée se trouvant au centre-ville de Slimane a été volée il y a déjà trois semaines.



09-08-2018
shemsfm

La LTDH appelle à des peines de substitution pour réduire l'encombrement dans les prisons

Invité de 'Houna Shems' du jeudi 8 aout 2018, le président de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme Jamel Msalem a appelé à développer l'infrastructure de base des prisons en Tunisie. Jamel Msalem est revenu sur les mauvaises conditions dans lesquelles sont incarcérés les prisonniers, tels que l'encombrement, qui peut conduire aux agressions et à la propagation des maladies et des infections. Il a indiqué que la Ligue a appelé à instaurer des peines de substitution pour réduire l'encombrement dans les prisons.



09-08-2018
mosaiquefm

Hannibal TV : la tension monte après le licenciement de 30 employés

Les journalistes et agents de la chaîne de télévision privée, Hannibal TV ont organisé un rassemblement protestataire devant le siège de la chaîne et ont appelé la HAICA à intervenir en urgence pour résoudre leur problème et les aider à démasquer le vrai propriétaire de l'établissement pour pouvoir négocier la question de leurs salaires impayés. Le secrétaire général du syndicat de base de la chaîne, Ali Achour a affirmé que la tension est montée après la décision de la chaîne de licencier 30 employés.

مقالات باللغة العربية



09-08-2018
نورة الهدار
lemaghreb

التقرير السنوي للهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب: «من المنتظر نشره قبل موفى هذه السنة»

تنكبّ الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب بمختلف لجانها منذ فترة على إعداد تقريرها السنوي

المطالبة بنشره طبقا للقانون الأساسي عدد 43 المؤرخ في 21 اكتوبر 2013 المنظم لها إذ تنصّ إحدى نقاط الفصل 3 منه والمتعلق بصلاحيات الهيئة على أن ترفع تقريرها السنوي إلى الرئاسات الثلاث وتنشره بموقعها الإلكتروني وبالرأيد الرسمي للجمهورية التونسية، هذا التقرير كان من المنتظر أن يصدر خلال الأشهر المنقضية ولكن إجراءات روتينية حالت دون ذلك، لمعرفة مزيد من التفاصيل تحدثنا إلى سيدة مبارك إحدى أعضاء الهيئة وتحديدًا بلجنة التقصي التي أفادتنا بأن التقرير في مرحلته الأخيرة ومن المؤكد أن عملية نشره لن تتجاوز موفى السنة الحالية على حدّ تعبيرها، أما عن الأسباب الكامنة وراء هذا التأخير إن صحت العبارة فقد أرجعت الأمر إلى مسائل داخلية تتعلق باستكمال عمل اللجان وكذلك المصادقة على التقرير المالي للهيئة لأنها تعتبر من بين العناصر المهمة في التقرير العام لهذا الهيكل. وبالعودة إلى سجلّ الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب ومسارها فقد شهدت كسابقاتها عديد العثرات في مسار تركيزها وما بعد ذلك إذ لاقت العديد من الصعوبات على مستوى الحصول على مقرّ ولكن فريق العمل استطاع أن يعمل رغم الظروف الصعبة وفق شهادة العديد من الملاحظين حيث قام أعضاء الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب بالعديد من الزيارات سواء تلك المتعلقة بالتقصي في حالات التعذيب أو بزيارات المراقبة، وعلى سبيل الذكر لا الحصر فقد قام مؤخرا وفد من لجنة التقصي بزيارة إلى مستشفى الرازي أين أجرى لقاء مع المدعوة «نهى» على اثر إذن وكيل الجمهورية بجندوبة بضرورة إيوائها للعلاج، علما وأن المعنية بالأمر قد غادرت المستشفى منذ يومين تقريبا ، بالإضافة إلى زيارة ميدانية إلى مقر محكمة بن عروس في مارس المنقضي وذلك على خلفية اقتحام عدد من الأمنيين النقيبيين لمقر المحكمة مطالبين بإطلاق سراح زملائهم الذين تم الاحتفاظ بهم لشبهة اعتداء بالعنف على أحد الموقوفين في قضايا ارهابية. التقرير السنوي من المنتظر أن يتضمن كل التفاصيل عن عمل الهيئة لمدة سنة كاملة.

08-08-2018

ريم بن رجب

nawaa

ليس غريبا أو جديدا أن نقول بأن البوليس يريد أن يدوس الرب بحذائه. الرب فن يُزعج ويستفز الذوات المحافظة والحذرة من أي تعبيرة فنيّة لا تعترف بالحدود والخطوط الحمراء التي سطرّتها مجتمعاتنا الانضباطيّة. يقوم البوليس بالتضييق على مغنيّ الرب بتعلّات وأسباب تختفي وراء قوانين قمعيّة مثل "التعدّي على الأخلاق الحميدة" و"هضم جانب موظّف عمومي". آخر التضييقات على مغنيّ الرب كانت مع أشرف دجنكل الذي تمّ الاحتفاظ به 24 ساعة بقرار من النيابة العموميّة وإطلاق سراحه أمس الثلاثاء بسبب أغنية تنقد وزارة الداخليّة غناها يوم 28 جويلية في حفل ضمن فعاليات مهرجان العبادلة الدولي بسببيلة.

أدى الربور القصريني أشرف دجنكل أغنية "يحبّو يشيلونا"، بإلحاح شديد من الجمهور رغم أنّ مدير مهرجان العبادلة الدولي عمري الزواوي طلب منه قبل العرض عدم تأدية هذه الأغنية بتعلّة أنها تحتوي على "ألفاظ بذئية" و"مسيئة" لوزارة الداخليّة. لكنّه اعتمد تقنية السكراتش التي تسمح له بعدم التلفظ ببعض العبارات التي بإمكانها أن تخلق جدلا وبلبلّة في صفوف البوليس. أشرف قام بالصنصرة الذاتيّة، وهو أمر شديد الخطورة والحساسية بالنسبة إلى ربور، لكنّ الجمهور غنى الأغنية كاملة ولم يتحفّظ على ترديد كلّ العبارات والألفاظ التي يعتبرها البعض "مسيئة" بصوت عال.

انسحب البوليس الذي من واجبه تأمين الحفلة وظلّ مرابطا خارج المسرح تاركا أشرف دون حماية ومن بعدها قامت النقابة الوطنيّة لقوات الأمن الداخلي برفع قضية عدليّة ضدّه، تمّ على إثرها إيقاف أشرف ومن ثمة إطلاق سراحه يوم الثلاثاء لكنّ القضية مازالت جارية. اتّصلنا بمحاميه أنور المحمدي وأكد لنا أنّ "النقابة الأساسيّة لفوج وحدات التدخّل بالقصرين قامت برفع قضية عدليّة ضدّ أشرف وقد قامت النيابة العموميّة في ظرف 12 ساعة فقط ودون إعلامه أو استدعائه، وهو ما يعدّ خلافا إجرائيا خطيرا، بإدراجه في جدول المفتشين عنهم. وقد أدنت النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائيّة بالقصرين لفرقة الأبحاث والتفتيش بسببيلة بالاحتفاظ بأشرف موجهة له تهم الاعتداء على الأخلاق الحميدة والاعتداء على موظّف عمومي أثناء أداء وظيفته بالقول والإشارة". يواصل محامي أشرف قوله: "الرب كمنط فنيّ مختلف وخارج عن المألوف أصبح مهدّدا من قبل البوليس. المشكل الحقيقي هو أنّ ما حصل لأشرف وغيره من الربورات من قبله يعدّ تعديا على حرية الإبداع، يعني لماذا يُدفع فنّانو الرب للقيام بالرقابة الذاتيّة حتى يتمكّنوا من الصعود على المسارح والمشاركة في المهرجانات المحليّة".

هذه التهم الجاهزة والمكرّرة اعتاد عليها الربورات، ففي جويلية 2017 قامت النقابة الوطنيّة لقوات الأمن الداخلي برفع شكاية جزائيّة لدى وكالة الجمهوريّة بالمحكمة الابتدائيّة بالمهدية ضدّ الربور كلاي بي بي جي بسبب أدائه لأغنية خلال حفل بالمهدية اعتبرها البوليس مسيئة له. لم تكفّ النقابة الوطنيّة لقوات الأمن الداخلي برفع الشكاية بل واصلت عمليّة التجييش ضدّه حيث طالبت يوم 31 جويلية 2018، في بلاغ لها، جميع منخرطيه بعدم تأمين حفل كلاي بالمتلوي، وذلك بالقول: "تعلم النقابة الجهوية لقوات الأمن الداخلي بالحوض المنجمي جميع منخرطيه بعدم تأمين حفل من شتم حماة الديار بمهرجان المتلوي". لكلاي تاريخ طويل مع القمع البوليسيّ فقد سبق وأن تمّ إلقاء القبض عليه صعبة ولد الكانز خلال عرض بمهرجان الحمامات الدولي في أوت 2013. جميعنا نذكر أيضا ما حصل مع ولد الكانز سنة 2013 بسبب أغنيته "البوليسيّة كلاب" التي أدخلته السجن وقد وجهت إليه آنذاك ترسانة من التهم الشبيهة بالتهم التي وجهت للربور أشرف دجنكل، مثل "الاعتداء علنا على الأخلاق الحميدة والأداب العامّة" و"التجاهر عمدا بالفحش" و"هضم جانب موظّف عمومي" و"المشاركة في عصيان".

كلاي بي بي جي

ما حصل مع هؤلاء الربورات وغيرهم لا يعدّ استهدافا لشخصهم وإنما للرب الغاضب والمنفلت من كل القيود. يقول

أشرف، الناشط صلب الإتحاد العام لطلبة تونس كطالب ماجستير إختصاص إدارة البرامج الثقافية، في اتصال أجريناه معه إثر إطلاق سراحه يوم أمس

الراب فنّ يزجج والبوليس لا همّ له سوى محاصرة الرابورات والتضييق عليهم. ليست مهمّة الراب تمجيد النظام وإنّما نقد الواقع ونقل ما نعيشه كما هو دون مساحيق، نحن نعيش البطالة والفقر وتحت الرقابة الدائمة للسلطة ومن واجبي التكلّم عن ذلك، لست صوفية صادق.

الراب إذن، هو نمط موسيقي منحدر من الهيب هوب وهي حركة ثقافية مضادة، وقد ضرب عرض الحائط كلّ المحدّدات السخيفة والمعايير الجاهزة والتعريفات الكلاسيكيّة لما يجب أن تكون عليه الأغنية، أو الفنّ، أو الثقافة عموماً. عندما نتحدّث عن الراب نتحدّث بالضرورة عن قصديّة الوعي، فكلماتهم تُمسك الموضوع من خناقه مباشرة وتطوّقه من كلّ الجوانب. لا يمتنعون عن الحديث في كل ما يتعلّق بالواقع الموضوعيّ ويتجاوزون في أحيان كثيرة حدود تجربتهم الذاتية ليتحدّثوا في كل شيء بحناجر حرّة وبأياد تلاكّم الهواء.

مازلنا في تونس في مرحلة التقيؤ الكبرى، لم نتجاوزها بعد، لذلك لا يمكن أن نتحدّث عن الراب بمعزل عن السياق السياسي والاجتماعي والثقافي الذي نحت شخصيّة الرابور التونسي. الراب في تونس احتجاجيّ وثائر بطبعه على واقع الأشياء، ولكل رابور استخداماته اللغوية الخاصّة التي تحكمها مواقفه السياسيّة وظروفه الاقتصاديّة وتجاربه الشخصيّة. مازلنا في مرحلة التصعيد والتداعي الحرّ، نتعامل بغضب وهستيريا وصيدانية مع تركة الأنظمة السابقة. لم نصل بعد إلى مرحلة عزل الراب التونسي عن خصوصيّة منشئه.



09-08-2018

shemsfm

راضية الجربي تندد بخطاب الكراهية والدعوات للعنف ضد أصحاب تقرير لجنة الحريات

جددت رئيسة الاتحاد الوطني للمرأة التونسية راضية الجربي دعم المنظمة لما ورد في تقرير لجنة الحريات الفرديّة والمساواة. وقالت الجربي في تصريح لراديو شمس أف أم، إن تكريس ما ورد في التقرير هو تكريس للدولة المدنية ومبادئ الدستور. ونددت راضية الجربي على هامش يوم حول دور النساء في ادارة الشأن المحلي، بما اعتبرته خطاب الكراهية وعودة الدعوات لممارسة العنف ضد أصحاب التقرير.





09-08-2018

mosaiquefm

العثور على طفلة الـ 14 مقيّدة بسلسلة حديدية

عثرت دوريات النسيج الأمني للحرس الوطني بجهة شباو وادي الليل مساء أمس الأربعاء 8 أوت 2018 على طفلة عمرها 14 سنة مقيّدة على مستوى قدميها بسلسلة حديدية أين تم فك قيودها وجلبها إلى مركز الحرس الوطني بشباو. وبالتّحري معها اتضح أنها تعرضت للاحتجاز من طرف والدتها وخالها لمنعها من مقابلة والدها المنفصل عن والدتها. وأذنت النيابة العمومية بعرض الطفلة على قسم الطب الشرعي بمستشفى شارل نيكول وإيوائها بمركز الإحاطة والتوجيه الاجتماعي، كما تعهدت فرقة الأبحاث العدلية للحرس الوطني بمنوبة مباشرة قضية موضوعها إهمال شؤون قاصر واحتجاز شخص متبعة ضد والديها في انتظار سماعهما.

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>08-08-2018</p> <p>huffpostmaghreb</p> <p>b</p>	<p>Alors qu'elle allaite en public, on lui dit de se couvrir. Et cette maman réagit de la plus drôle des manières</p> <p>Il faudrait se cacher lorsqu'on allaite son enfant?</p> <p>Il faudrait se cacher lorsqu'on allaite son enfant? Face à cette demande, cette jeune femme a eu la plus drôle des réactions. Le 31 juillet, une certaine Carole Lockwood a publié sur son compte Facebook une photo de la belle-fille de l'un de ses amis, Melanie Dudley, 34 ans. Sur celle-ci, on peut voir une femme en train d'allaiter son enfant, le visage couvert. "On a dit à la belle-fille de l'un de mes amis de se 'couvrir' alors qu'elle allaitait son bébé, alors elle l'a fait", écrit Carole Lockwood. "Je ne l'ai jamais rencontrée mais je pense qu'elle est géniale. Avec sa permission, j'ai rendu ce post public, je suis tellement lasse des gens qui critiquent les femmes choisissant d'allaiter." En une semaine, l'image a été partagée près de 200.000 fois sur le réseau social. Contactée par Yahoo Lifestyle, Melanie Dudley, maman d'un bébé de 4 mois et de jumeaux de 4 ans, habitant au Texas, raconte qu'elle était en vacances avec sa famille, au restaurant, en train d'allaiter, lorsqu'un homme lui a demandé de se couvrir. Pour expliquer sa réaction, elle souligne: "Allaiter est suffisamment difficile. Pas besoin qu'on vienne en rajouter une couche."</p>
<p> BusinessNews com.tn</p> <p>08-08-2018</p> <p>S.H</p> <p>businessnews</p>	<p>Taoufik Bouachba : Le rapport de la Colibe est à rejeter !</p> <p>L'avocat et universitaire, Taoufik Bouachba a indiqué dans un statut publié, ce mercredi 8 août 2018, qu'il a été invité par le département juridique au sein de la présidence de la République pour donner son avis concernant le rapport de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe). « Selon mon point de vue basé sur une étude approfondie dudit rapport et ses multiples dimensions, il faut refuser et rejeter ce rapport pour plusieurs raisons que j'ai expliqué dans une note adressée au président de la République », indique-t-il en substance. Taoufik Bouachba a été membre du bureau exécutif de Nidaa Tounes avant d'adhérer à Afek Tounes qu'il a, également, quitté, pour se consacrer à la chose publique sans aucune appartenance partisane.</p>
<p> RÉALITÉS MAGHREB INDÉPENDANT - FONDÉ EN 1978 <i>Outils</i></p> <p>08-08-2018</p> <p>B.H</p> <p>realites</p>	<p>Ennahdha craint l'éventuelle adoption, par BCE, du rapport de la COLIBE</p> <p>Dans un communiqué rendu public mercredi 08 août 2018, à l'issue de sa réunion tenue mardi dernier, le bureau exécutif du mouvement Ennahdha a considéré que le ministre de la santé publique Imed Hammami est ciblé par des campagnes de dénigrement orchestrées ajoutant qu'on cherche à travers ces campagnes à nuire à sa personne et à dénigrer les efforts qu'ils déploie au service du secteur de la santé.</p>

Le même communiqué a fait savoir que le chef du mouvement Rached Ghannouchi a passé en revue quelques détails liés à sa rencontre avec le président de la République Beji Caïd Essebsi, indiquant que l'entretien a porté sur la situation générale du pays sur les plans économique, social et politique. Cette rencontre a été également l'occasion pour réaffirmer l'importance du consensus en tant qu'unique solution aux problèmes du pays.

Le communiqué a ajouté que Rached Ghannouchi a remis au président de la République une lettre contenant la position du mouvement Ennahdha vis à vis du rapport de la commission des libertés individuelles et de l'égalité COLIBE. Le chef de l'Etat a passé en revue son approche quant aux questions liées à l'héritage, les libertés individuelles etc.

A noter que la présidence de la République n'a pas communiqué de détails sur cette rencontre entre BCE et Ghannouchi. Selon Acharaa Al Magharibi, le mouvement Ennahdha serait inquiet de l'éventuelle adoption par le chef de l'Etat du très controversé rapport de la COLIBE, d'autant plus que la quasi-totalité des dirigeants du parti islamiste refuseraient ce rapport et le jugent contraire aux principes de l'Islam.



08-08-2018

shemsfm

Un réseau de trafic d'être humain démantelé entre l'Espagne et la France

Un réseau d'esclavage moderne, organisé entre l'Espagne et la France, a été démantelé, révèle Europe 1 ce mercredi. Plus de 350 migrants clandestins, en provenance d'Afrique de l'Ouest, ont été acheminés principalement en France ces derniers mois par l'intermédiaire d'une filière qui vient d'être démantelée. Au total, sept suspects ont été arrêtés lors d'un coup de filet mené principalement dans la région de Saint-Sébastien, au nord de l'Espagne. Ils sont soupçonnés d'avoir revendu des migrants venus d'Afrique à des particuliers européens qui en faisaient leurs esclaves. Nieto Barroso, inspecteur en chef espagnol chargé du renseignement et de l'analyse des risques au sein de l'unité de lutte contre l'immigration illégale, raconte : "Il y a des gens en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, qui vont acheter quatre, cinq, sept personnes africaines et ils les envoient devant les portes des églises, des supermarchés pour mendier ou bien ils les font travailler dans des écuries. On parle vraiment d'esclavage. L'esclavage du XXIe siècle". Les victimes étaient des hommes pauvres venus clandestinement de pays d'Afrique de l'Ouest, tels que le Mali, le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou la Guinée, rêvant de s'installer en France.



08-08-2018

mosaïquefm

C.Tabib : des responsables poursuivis par la justice, promus...

Le président de l'Instance nationale de lutte contre la corruption, Chawki Tabib a affirmé dans une déclaration accordée à Mosaïque FM que l'instance a arrêté une liste mise à jour de noms de hauts responsables de l'Etat qui font l'objet de poursuites judiciaires et que cette liste a été envoyée à l'autorité de tutelle et au chef du gouvernement. Chawki Tabib a ajouté que l'instance s'est rendue compte ensuite que certains de ces responsables ont été promus et

nommés à des postes sensibles. Selon lui, ces nominations représentent un danger puisque les responsables pourront user de leur pouvoir pour effacer les indices de leurs délits ou pour faire pressions sur les témoins et dénonciateurs. Sur un autre plan, Chawki Tabib a déclaré que la valeur annuelle de la petite corruption en Tunisie, dont notamment les pots de vin, varie entre 400 et 500. Par ailleurs, la valeur de la corruption qui touche les marchés publics pourrait atteindre le taux de 25% soit environ 2000 millions de dinars.

مقالات باللغة العربية

بعد انهيار مقبرة في المرسى: جثث تطفو على المياه والفساد يطال الأموات



08-08-2017

منى البوعزيزي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

حالة من الغضب اثارها صور انهيار مقبرة بالمرسى مما تسبب في خروج الجثث من القبور وهو ما جعل رواد مواقع التواصل الاجتماعي يقررون تنفيذ وقفة احتجاجية أمام بلدية المرسى.. جثث منتشرة في كل مكان بسبب سقوط وانهيار مقبرة سيدي عبد العزيز بالمرسى وهو ما اثار غضب التونسيين كما طفت أيضا جثث حديثة الدفن ويتوضح ذلك من خلال الاكفان التي تغطي الاجساد وأكد مصدر مطلع «للشروق» في بلدية المرسى انه تم اعلام الجهات المعنية بان المقبرة في وضعية سيئة جدا وأن هناك جزء منها سينهار ولكن لم يتخذ اي اجراء لحماية القبور. وأضاف مصدرنا في هذا السياق انه سيتم فتح تحقيق لمعرفة سبب النظر في التأخر في معالجة ملف المقبرة مؤكدا انه سيتم إعادة دفن كل الاموات الذين طالهم الفساد على حد تعبيره مضيفا ان البلدية طمأنت اهالي الموتى بانها ستتكفل بدفن موتاهم.

الغضب

أثارت الصور غضب التونسيين الذين اعتبروا ان انتشار الجثث في مقبرة سيدي عبد العزيز يعتبر إهانة للأموات وعائلاتهم مطالبين بضرورة إيقاف التجاوزات التي اصبحت تقع في عديد المقابر سواء بالمرسى أو غيرها على غرار تنظيم حفل شواء في مقبرة اليهود بسوسة مما نتج عنه ايضا حالة من الاحتقان.

البلدية ترد

من جهتها أعلنت أمس بلدية المرسى انه على إثر هطول أمطار غزيرة كانت لها آثار سلبية على ارتفاع منسوب المياه مما تسبب في أضرار جسيمة لبعض الأحياء السكنية والبنية الأساسية بالمنطقة البلدية، كما نتج عن ذلك انزلاق جزء من الهضبة التي تقع عليها مقبرة سيدي عبد العزيز على طول 20 مترا على مستوى الجدار الواقي لبعض القبور مما تسبب في تصدع قبرين وبروز الرفات بهما. وازافت في بيانها ان رئيس البلدية قام صحبة المصالح البلدية بالتنقل الفوري على عين المكان للقيام بالتدخلات اللازمة، وشرعت المقاولات في الإبان في تنظيف المكان وردم الأجزاء المفتوحة احتراماً لحرمة الموتى وبالتوازي تقوم نفس المقاولات بأشغال فورية في تقوية الجدار الواقي وهذه الأشغال ستتواصل على امتداد أسبوع.



08-08-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

بشرى بلحاج حميدة : المثلية الجنسية حرية فردية

قالت بشرى بلحاج حميدة رئيسة لجنة الحريات الفردية والمساواة اليوم الأربعاء 08 أوت 2018، أنه لم يتم طرح موضوع زواج المثليين في تقرير اللجنة، غير انها أقرت بوجود ظاهرة المثلية في المجتمع التونسي . وتابعت قائلة: "المجتمع لازم يعترف بالحاجات اللي عندو وما يكذبش على روجو" وفق قولها. وأشارت بشرى بلحاج حميدة على هامش حضورها في فضاء حوار انتظم مساء اليوم بسوسة حول مخرجات تقرير لجنة الحريات الفردية و المساواة الى وجود فنانين ومشاهير في العالم وفي تونس مثليين، مشددة على أن "المشاهير المثليين لا يسجنون باعتبار مكانتهم في المجتمع في حين يقع محاكمة

المثليين العاديين" على حد تعبيرها. واعتبرت رئيسة لجنة الحريات الفردية "المثلية الجنسية حرية فردية اذ يحق للمثليين ممارسة حريتهم الشخصية وفق تصريحها قبل أن تضيف قائلة "علاش السجن؟". ونفت رئيسة لجنة الحريات الفردية والمساواة ما تم تداوله حول منع ختان الذكور، مؤكدة أن لجنة الحريات الفردية والمساواة اعتمدت في صياغة تقريرها على مقاصد الإسلام القائمة على الاعتدال والانفتاح على المبادئ الكونية لحقوق الإنسان، على حد تعبيرها.



08-08-2018

إيناس الهمامي

mosaiquefm

بشرى بلحاج حميدة: مشاهير وفنانون تونسيون.. مثليون

نفت رئيسة لجنة الحريات الفردية والمساواة بشرى بلحاج حميدة أن يكون موضوع زواج المثليين مطروحا في تقرير اللجنة، في حين أقرت بلحاج حميدة خلال حضورها في فضاء حوار انتظم مساء اليوم بأحد النزل بسوسة حول مخرجات تقرير لجنة الحريات الفردية و المساواة، بوجود ظاهرة المثلية في المجتمع قائلة "المثلية من المواضيع المسكوت عنها.. المجتمع لازم يعترف بالحاجات اللي عندو وما يكذبش على روجو". وأضافت النائبة بشرى بلحاج حميدة قائلة "هناك فنانون ومشاهير في العالم في تونس مثليون"، متابعتها " عقوبة السرقة في الإسلام قطع اليد، بينما لم نجد أية عقوبة للمثلية في الإسلام بعد رجوعنا إلى عديد المختصين، إلا أنه يعتبر أن المثلية ممارسة غير مقبولة إجتماعيا وأخلاقيا". وبخصوص ما تم تداوله حول منع ختان الذكور، نفت رئيسة اللجنة نفيًا قاطعا الموضوع قائلة "الناس صدقت موضوع الطهارة وهو مش صحيح بالكل .. اللي يكذب ما عندوش أخلاق المسلم واللي يكذب يدخل للنار".

Le 07-08-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 07-08-2018</p> <p>Amel C. Chargée de clientèle</p> <p>huffpostmaghreb</p>	<p>"Dès que je prononce mon prénom, on m'interroge sur mes origines et je ne le supporte plus"</p> <p>Une fois même, dans le cadre d'un précédent emploi, on m'a demandé "Tu sais faire le couscous alors?".</p> <p>J'avais envie d'aborder le sujet des origines.</p> <p>Ayant un prénom pas commun, très souvent lorsque je rencontre des nouvelles personnes et que je donne mon prénom, j'ai le droit à la fameuse question "C'est de quelle origine?"</p> <p>Imaginez que depuis au moins l'âge de 12 ans, les gens me demandent de quelle origine je suis, une fois que mon prénom est prononcé. Aujourd'hui, j'en ai ras-le-bol. Cette question m'agace au plus haut point.</p> <p>A chaque fois, je réponds gentiment (c'est un prénom d'origine tunisienne). Certains diront sûrement, "Oui mais ton prénom n'est pas commun, faut pas le prendre mal, c'est juste de la curiosité".</p> <p>Sans doute, d'ailleurs je pense que c'est souvent le cas, mais quand ça fait des années que des tonnes de personnes demandent la même chose à la première rencontre et que ces personnes</p>

ne sont ni des amis de longue date, ni des proches, ça devient très chiant. En espérant avoir une longue vie, ça me fatigue d'avance de me dire que je vais devoir toujours répondre à ces questions. Lorsque je communique mon origine, souvent, il s'ensuit la question "Tu es née en France?", alors là aussi je réponds bien gentiment "Oui". Mais ça ne s'arrête pas là, ça embraye sur "Tu parles arabe?" et "Tes parents ils vivent ici ou en Tunisie?". Un vrai interrogatoire de police alors que je connais la personne depuis 10 secondes. On a l'impression qu'ils font des statistiques pour l'INSEE. Une fois même, dans le cadre d'un précédent emploi, on m'a demandé "Tu sais faire le couscous alors?". J'étais perplexe. Au moins, lorsque je pars en vacances à l'étranger, je suis épargnée de ces interrogatoires et ça fait du bien!

Je redeviens juste une personne lambda.

Ça me paraît tellement indiscret tout ça, que je ne m'imagine même pas poser toutes ces questions à une personne que je rencontre pour la première fois ou que je connais très peu.

Que je décide d'en parler spontanément, c'est une chose, mais qu'on me pose ces questions alors que j'ai très peu de lien avec la personne, ça m'embête énormément. Aujourd'hui, lorsque je fais une nouvelle rencontre et que la personne ne me pose pas cette question concernant mes origines, ça m'interpelle et j'ai tendance à m'intéresser particulièrement à elle. Il faut sans arrêt se justifier de ses origines. On est Français, né en France, on a été à la même école de la république que nos camarades, vu les mêmes séries, on paye nos impôts ici etc... point faut pas chercher plus loin. Nos origines, celles héritées de nos parents, on y tient aussi et nous en parlons seulement si on le souhaite. Que dire, lorsque ces questions sont posées dans un cadre professionnel entretien ou autre... je n'en parle même pas. Nous signons tous des règlements intérieurs en arrivant dans une entreprise, mais parfois le recruteur lui-même ne respecte pas la vie privée du candidat... Poser sans cesse ces questions, contribue à créer un malaise. Il ne faut pas s'étonner ensuite que certaines personnes, ne sachent plus vraiment où se situer. Dans leur pays d'origine, ce sont des étrangers et dans leur pays de naissance où ils ont toujours vécu, ils sont sans cesse renvoyés à leurs origines. Je n'ai personnellement aucun problème avec cela, mais il existe toujours ce besoin de ramener les gens à leurs origines systématiquement. Toi tu es originaire de tel ou tel pays...c'est toujours "Français d'origine quelque chose" si ce n'est pas carrément tu es espagnol, autrichien, portugais, marocain...alors que la personne est née en France et y vit depuis sa naissance. Cette curiosité, qui peut paraître pas bien méchante pour beaucoup de monde, contribue malgré tout à l'étiquetage des personnes, alors que nous vivons tous dans le même pays et que nous parlons tous la même langue. Si je parlais une langue étrangère face à mon interlocuteur, je pourrais comprendre qu'il me pose la question, mais ce n'est pas le cas. En général, les personnes qui ont des origines, avec leurs amis, elles aborderont à un moment donné leurs origines, mais ce ne sera pas sous une contrainte de politesse.

Admettons que je rencontre une personne qui s'appelle par exemple Karine Durand, ça ne me viendrait pas à l'idée de lui demander "vous êtes de quelle origine?" et "vos parents ils vivent en France?". Ce serait totalement déplacé de ma part si je connais à peine cette femme. Elle pourrait aussi avoir des origines, par exemple russe, anglaise ou je ne sais quoi encore...mais personne ne lui posera cette question car son prénom et son nom seront à consonance "Française" sans origine dans l'esprit d'une majorité de personnes, à moins qu'elle ait des traits physiques particuliers qui peuvent faire penser qu'elle a des origines. Cela se transforme alors en un jugement sur l'apparence physique. Les gens sont habitués au classicisme, faut rentrer dans des "normes" sinon on a le droit à un interrogatoire. Même si ces questions peuvent être anodines pour certains, en réalité, ça isole, ça met les gens dans des cases et mal à l'aise, car finalement on ne connaît pas vraiment le but de ces questions, nous ne sommes jamais dans l'esprit des gens. Je trouve que c'est inutile, sans intérêt de demander tout ça. Et pour ceux qui veulent entamer une discussion, il y'a plusieurs autres sujets, plutôt que celui-ci qui est stéréotypé. Etant donné que toutes ces personnes questionnent sans la moindre gêne, dorénavant, à la question de l'origine, je répondrai que je suis d'origine humaine et la question "Tu es née en France", je répondrai que je suis née sur la terre. Je pourrais ensuite argumenter mes réponses. A eux de ne pas insister et de se remettre en question.

Bon courage à tous ceux qui subissent ces interrogatoires depuis toujours.



Bochra Belhadj Hmida: Rached Ghannouchi a refusé de rencontrer les membres de la Colibe

07-08-2018

M.B.Z

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

La présidente de la Commission des libertés Bochra Belhadj Hmida a affirmé que le président d'Ennahdha, Rached Ghannouchi, a refusé de rencontrer les membres de la Colibe. Elle a ajouté, lors de son intervention ce mardi 7 août 2018 sur Diwan FM, que la réaction d'Ennahdha était prévisible et que toutes les rencontres avec les autres partis, qui eux ont accepté cette requête, ont été, de ce fait, annulées.



Il se retrouve nu à la Kaaba

07-08-2018

[realites](http://realites.com.tn)

L'un des pèlerins s'est trouvé dans une situation embarrassante après s'être dénudé involontairement alors qu'il essayait de forcer la porte de la Kaaba. Les autorités sécuritaires saoudiennes ont été obligées d'intervenir en vue de le faire éloigner des lieux.



Nourredine Taboubi : l'UGTT fera barrage contre toute entité sioniste qui essaie d'entrer sur le sol tunisien

07-08-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com.tn)

L'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) fera barrage contre toute entité sioniste qui tente d'entrer sur le sol tunisien, a souligné samedi son secrétaire général, Nourredine Taboubi dans une déclaration à la presse. Le responsable syndical qui s'exprimait lors d'une cérémonie

d'inauguration du mausolée du syndicaliste Habib Achour, à Kerkennah (Sfax), faisait allusion aux informations reçues par son organisation selon lesquelles un navire israélien sous pavillon turc accostera au port de Radès. Le secrétaire adjoint de l'UGTT, Sami Tahri a déclaré mercredi dernier que son organisation a reçu une information selon laquelle un navire sioniste sous pavillon turc allait faire escale le samedi 04 août à Tunis, au port de Radès. Ce bateau battant pavillon turc appartient à la compagnie maritime israélienne ZIM, selon la même source, qui a appelé les autorités à l'empêcher d'accoster au port. D'autre part, l'Office de la Marine Marchande et des Ports a démenti cette information dans un communiqué publié à la même date, précisant qu'il s'agit d'un navire sous pavillon turc qui accostera le 8 août courant au port de Radès. Il se nomme Cornelius, appartient à l'entreprise Arkas et fait la navette entre Valence, Tanja et Radès depuis 3 ans, selon la même source.



07-08-2018

[mosaïquefm](http://mosaïquefm.com)

Les délinquants ayant attaqué un camping à Bizerte arrêtés

Un citoyen tunisien âgé de 29 ans a déposé plainte le 6 août 2018 auprès de la garde nationale de Bizerte nord, il a déclaré avoir été agressé et menacé avec une arme blanche et on lui a volé sa valise contenant 2 téléphones , 2 caméras un portefeuille contenant 270d alors qu'il était en camping avec un groupe d'amis sur la plage de Hwicheh à Bizerte Nord. Les unités de la garde nationale ont pu arrêter 6 personnes dont l'âge varie entre 19 et 23 ans qui buvaient de l'alcool pas loin du lieu du camping, après enquête leur implication dans ce vol a été confirmée et la valise en question a été saisie avec le butin et une arme blanche. En révisant le parquet une plainte judiciaire a été déposée pour formation d'une alliance pour vol et agression de personnes et biens privés, agression et détention d'une arme blanche sans permis.

مقالات باللغة العربية



07-08-2018

محمد الشريف
فرجاني

[lemaghreb](http://lemaghreb.com)

من أجل التصدي لدعوات الكراهية والأكاذيب: لندافع عن لجنة الحريات الفردية والمساواة ومقترحاتها

في محاولة لاستعادة ما خسرت به فعل الهزائم التي حققتها نضالات 2012 و 2013 بحركة النهضة

وبحلفائها من خلال التنازلات التي فرضها الحوار الوطني وفي دستور 2014 ، هبت قوى الردة من جديد لتشن حملة مسعورة على تقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة، مستعملة كل أساليب المغالطة والترهيب، تشجعها في ذلك نتائج النهضة في الانتخابات البلدية، ويحدوها الأمل في تحقيق أحلامها الرجعية على حساب مكاسب الحداثة في تونس منذ أكثر من قرن ونصف.

من الدعوة إلى رجم بشرى بن الحاج حميدة إلى «التنسيقية الوطنية للدفاع عن القرآن والدستور والتنمية العادلة» :

بدأت حملة الحقد والمغالطات مع تهديدات الدجال المتشدد عادل العلمي بالدعوة إلى رجم بشرى بالحاج حميدة وأعضاء لجنة الحريات الفردية والمساواة في ساحة عامة دون أن تتخذ ضده أي إجراءات قانونية وفق ما جاء في الدستور الجديد من تجريم للتكفير، وتطبيقا للقوانين المتعلقة بنشر الأكاذيب وبالتهديد بالعنف والترهيب بالقتل. وأمام صمت السلطات العمومية، تلاحقت أصوات قوى الردة على غرار نور الدين الخادمي، وزير الشؤون الدينية في عهد الترويكا التي هيمنت عليها حركة النهضة، وعدد من مدرسي الزيتونة وجمعيات الأئمة والوعاظ التي تمثل الطابور الخامس للإسلام

السياسي، مستعملة الأكاذيب نفسها في ما يتعلّق بمضمون تقرير لجنة الحريّات الفرديّة والمساواة لاستفزاز المشاعر الدينية لأكثر الفئات جهلاً ورجعيّة في المجتمع، وبالاعتماد على نفس الحجج المستمدة من سجل التقاليد الذكوريّة الأكثر رجعية، وعلى نفس أساليب التكفير وأتهام المساندين والمساندات للتقرير بمعاداة الإسلام وبالخضوع لإملاءات خارجيّة، كل ذلك دون أيّ إشارة دقيقة إلى مضمون التقرير. وقد جاءت هذه الردود وكأنها حركة عفوية بعيدة عن أيّ انتماء أو توجيه سياسي. ولكن ليس من العسير تبين ما تشترك فيه هذه الردود مع الخطاب المميز لجميع تعبيرات الإسلام السياسي ولأكثر الأوساط محافظة ورجعيّة. فليس من قبيل الصدفة أن تتجمّع هذه الردود كلها، وبسرعة عجيبة، وبمبادرة من نور الدين الخادمي، في إطار موحد اتخذ إسم «التنسيقية الوطنية للدفاع عن القرآن والدستور والتنمية العادلة». وهذه التسمية لوحدها تفضح الانتماء الإسلامي للتنسيقية: فالعدالة والتنمية تحيل بوضوح على تسميات للأحزاب الشقيقة لحركة النهضة، مثل حزبي العدالة والتنمية الحاكمين في المغرب وتركيا، وأحزاب أخرى تحمل نفس الإسم وتنتمي لنفس التيار من الإسلام السياسي، في بلدان عديدة. وبالإضافة إلى ذلك فإنّ ادّعاء الدفاع عن القرآن من ثوابت الدعاية الإسلاميّة منذ عشرينات القرن الماضي. أما إدماج عبارة «الدستور» في اسم هذه التنسيقية فهي تحمل بصمة راشد الغنوشي والمقربين منه إذ أنه، منذ 2014، لم يفتأ يحاول تقديم حركته، التي أجبرت على القبول بدستور مدني، في صورة حزب يحترم القانون و«يجمع بين احترام أحكام الدستور والتمسك بأسس الهوية العربية الإسلامية لشعبنا»، حسب ما جاء في بيان النهضة يوم 4 جويلية 2018 حول تقرير لجنة الحريّات الفرديّة والمساواة. وقد دعت هذه التنسيقية «الشعب التونسي للمشاركة في المسيرة الوطنية الراضة لتقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة» ولما جاء فيه «من فصول مخالفة للدستور وهدامة للأسرة ومعادية للهوية. ويشير النداء إلى أن «المسيرة سيقودها: علماء الزيتونة واساتذتها وأئمة المساجد والحقوقيون والاكاديميون» و«يشارك فيها الشعب التونسي نساء ورجالا شبيا وشبابا» محددة يوم 11 أوت كموعد لهذه المسيرة تحت شعار لا يترك لمن لا يليب النداء إلا الشعور بالذنب والتواطؤ مع من يعتبر من أعداء الإسلام: «قل كلمتك، أبرئ ذمتك».

واختيار تاريخ 11 أوت 2018 لتنظيم هذه المسيرة ليس صدفة إذ هو يسبق بيومين ذكرى إصدار مجلّة الأحوال الشخصية عام 1956، اليوم الوطني للمرأة التونسية، واليوم الذي ينتظر فيه الجميع خطاباً من الباجي قائد السبسي، بعد مرور عام على إعلان إنشاء لجنة الحريّات الفرديّة والمساواة. والهدف من وراء ذلك هو تسليط أكبر ما يمكن من الضغوط على رئاسة الجمهورية حتى يتم التخلي عن المقترحات الأكثر جراءة في التقرير. وللتحضير لهذه المسيرة، شاركت كلّ مكونات هذه التنسيقية يوم الجمعة 3 أوت 2018 في مسيرات وتحركات تهييجية دون ترخيص مسبق كالصلاة في الشوارع والفضاءات العمومية، واحتلال الأرصفة والشوارع ونصب الخيام، كما في عهد الترويكا، لنشر خطاب الكراهية والمغالطات للتجبيش ضد اللجنة وتقريرها.

• ما هو الموقف الرسمي للنهضة من لجنة الحريات والمساواة ومن خصومها؟

لئن ارتفعت بعض الأصوات من قيادي النهضة، مثل لطفى زيتون والنائبة سناء المرشني، لتعلن رفضها للتكفير والتشويه وللتهديدات ضد رئيسة اللجنة وأعضائها، ودعت إلى نقاش مسؤول حول مضمون التقرير، فإنّ الموقف الرسمي لحركة النهضة يذكر بمواقفها بين عامي 2011 و 2013 من المظاهرات و من أعمال العنف التي أتمتها الحركات السلفية التي قال راشد الغنوشي عن عناصرها إنهم «أبناءه الذين يذكرونه بشبابه»، وإنهم يمثلون «الإسلام الغاضب»، داعياً إلى تفهمهم وطمأنتهم بوضع حدّ «للاستفزاز العلماني» ولما اعتبره «تطاولاً على الإسلام» وعلى «هوية الشعب». وبالنظر إلى أن حركة النهضة صرحت بأن مضامين بعض المقترحات الواردة في تقرير اللجنة «تهدد كيان الأسرة ووحدة المجتمع»، دون تحديد لهذه المضامين التي تثير تخوفاتها، وأرجأت اتخاذ موقف بشأن هذه المقترحات إلى حين تقديمها كمشاريع قوانين في مجلس نواب الشعب، فإنّ النهضة، كعادتها، اختارت موقعا يمكنها من الحث على ردود فعل معادية لمقترحات اللجنة، ويسمح لأتباعها بالمشاركة في تلك الردود دون أن تتحمل مسؤولية ما يمكن أن تفضي إليه من تجاوزات أو فشل، ودون أن تبدو في موقف المعارض لتلك الردود. ومثل هذا الموقف يسمح للنهضة بالظهور كحركة مسؤولة في عيون حلفائها في

الداخل والخارج وتجنب القطيعة مع قواعد الإسلام السياسي والدوائر المحافظة التي تستمدّ منها قوتها. وهذا ما يفسّر غياب موقف رسمي لحركة النهضة مما يسمى بـ «التنسيقية الوطنية للدفاع عن القرآن والدستور والتنمية العادلة»، على الرغم مما في تسمية هذه التنسيقية وفي خطابها وشعاراتها من تناغم مع تعبيرات الإسلام السياسي بشكل عام ومع الموقف الرسمي لحركة النهضة.

• واجب قوى التقدّم والحرية :

لمواجهة هذا الهجوم المسعور للأوساط الأكثر محافظة، ولتواطؤ حركة النهضة معها، ليس أمام قوى التقدم والديمقراطية، وللمدافعين حقًا عن المساواة والحريات الفردية، إلا الإختيار بين موقفين : إما الاستسلام أو القيام برد في مستوى التحديات التي يفرضها حجم الأخطار المهددة لمستقبل ولمكاسب الشعب.

إن الوقت لم يعد يسمح بالنقاشات حول جزئيات التقرير وحول التحليلات والقراءات التي تم الإعتماد عليها لصياغة المقترحات. والأهم الآن هو الدفاع عن مقترحات التقرير التي تعارضها القوى الرجعية دون أن تجرؤ على مناقشة محتوياتها. وهذه المقترحات هي :

- المساواة في الميراث كمبدأ، مع إمكانية تخلي الورثاء عن حقهم أو عن جزء منه،

- إلغاء عقوبة الإعدام طبقا للنصوص والإعلانات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، ومنها حق الحياة، التي صادقت عليها تونس،

- إلغاء حظر بيع المشروبات الكحولية للمسلمين بموجب منشور الإدارة الاستعمارية المؤرخ في 15 مايو 1941.

- التأكيد على مبدأ احترام الحرمة البدنية والمعنوية للإنسان (وحظر التعذيب والمعاملات المهينة التي لا تزال شائعة رغم المصادقة على اتفاقية دولية تحظرها).

- إزالة العوائق الدينية لاحترام الحقوق المدنية بإلغاء التنصيص على ديانة الأشخاص في مختلف القوانين المتعلقة بهذه الحقوق: مثل بيع واستهلاك الكحول، (التوصية بالعودة إلى قانون 7 نوفمبر 1957 ، الذي لا يمنع بيع الكحول إلا على القاصرين والجنود والشرطة والحرس عند ارتدائهم الزي الوظيفي؛ وبإلغاء المنشور الصادر عام 1981 الذي يأمر بإغلاق المقاهي والمطاعم خلال شهر رمضان).

- إلغاء العقوبات التي تعارض حرية الضمير والتعبير، وتجريم انتهاك هذه الحريات، وتجريم جميع أشكال التمييز،

- حماية الحياة الخاصة وتجريم انتهاكها، وفي هذا السياق إلغاء المادة 230 من القانون الجنائي التي تسمح بالاختبار الشرعي للتحقق مما إذا كانت هناك علاقة جنسية مثلية (المقترحات لم تتجاوز ذلك للتنصيص صراحة على احترام حرية التوجه الجنسي وتجريم الأفعال المعادية للمثلية والمثليين).

تلك هي التوصيات التي يجب أن تكون في صميم نضال الديمقراطيين والتقدميين والمدافعين عن حقوق الإنسان، وهي التوصيات التي يجب الدفاع عنها ضد قوى المحافظة والردّة والرجعية التي تريد، من خلال رفض هذه المقترحات، التراجع عن مكتسبات تونس الحديثة التي عارضوها دائما والتي لم يستسيغوها قط.

وحتى يكون رد قوى الحرية في مستوى هذه التحديات، فلا بد من القيام بتعبئة كالتّي سمحت سنة 2012 و 2013 بإحباط مشروع النهضة وحلفائها وأدت إلى اعلان دستور 2014. إنّ رهان اليوم يعادل رهانات المعركة التي أجبرت المجلس التأسيسي على وضع حدّ لمماطلاته، بالاعتماد على تعبئة المجتمع المدني والقوى الديمقراطية والتقدمية وكل القوى التي ساعدت على كسب معركة الدستور. وعلى هذه القوى أن تجمع اليوم من جديد صفوفها للضغط على مجلس نواب الشعب

حتى يتبنّى مقترحات اللجنة ويقدم على مراجعة التشريعات لتصبح منسجمة مع المواد المستنيرة في الدستور ومع الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان.

فلنكن ذكرى 13 أوت موعدا للردّ على مسيرة «تنسيقية» القوى الرجعية. وليس هناك خيار آخر سوى أن يكون هذا الرد في مستوى ما سمح، عام 2013، لقوى التقدم بأن تبرهن على أنها أقوى من الرجعية. وليس ذلك بالأمر المستحيل إذا ما استعادت هذه القوى وحدتها وثقتها بنفسها وألقت بجميع قواها في هذه المعركة، تاركة جانبا مخاوفها والحسابات الحزبية الضيقة.



07-08-2018

shemsfm

المغرب: مركز صحي يمنع الولادة نهاية الأسبوع وأيام العطل والأعياد

أثار إعلان معلق على الباب الرئيسي لمركز صحي بأيّات اعتاب بإقليم أزيلال في المغرب سخرية عارمة على مواقع التواصل الاجتماعي. وجاء في الإعلان المثير للسخرية "لا يوجد حالات ولادة في العطل، الجمعة مساء، السبت، الأحد وأيام الأعياد ... المرجو منكم التوجه إلى المستشفى الإقليمي ببني ملال"، بحسب الموقع الإلكتروني لصحيفة "أخبار اليوم" المغربية. وعبر الكثير عن استيائهم من القرار أيضا لأن الكثير من المرضى والحوامل لن يستطيعوا قطع مسافة تزيد عن 120 كلم إلى المستشفى الإقليمي ببني ملال، في ظل التضاريس الجبلية الوعرة وصعوبة المسالك الطرقية. وعبرت عدد من الفعاليات المدنية والحقوقية بأزيلال، عن استيائها من الوضع الصحي بالمنطقة، خصوصا ما يتعلق بالولادات، ملكية استغرابه من الطريقة التي كتب بها الإعلان الذي يشير إلى توقف المركز عن استقبال النساء الحوامل من مساء الجمعة إلى غاية يوم الاثنين، ناهيك عن أيام العطل و الأعياد. وبحسب "أخبار اليوم" شددت تلك الفعاليات على أن صحة المرأة الحامل خط أحمر، و لن تتحمل الانتظار أو التوجه إلى المستشفى الإقليمي ببني ملال.



06-08-2018

mosaiquefm

الاتحاد: نرفض تحويل تونس إلى "شرطي" لحراسة الشواطئ الأوروبية

ثمن الاتحاد العام التونسي للشغل في بيان قرار تونس بالسماح باستقبال المهاجرين غير النظاميين الذين تم إنقاذهم من الغرق من قبل سفينة تجارية تونسية "بدافع إنساني وإيمان عميق بالقيم الكونية"، مؤكدا على ضرورة تقديم الرعاية لهؤلاء المهاجرين في انتظار توجيههم إلى بلدانهم الأصلية في أقرب الآجال، وعلى "الأ يتحوّل ذلك إلى وضع دائم". وجدّد الاتحاد رفضه تحويل تونس إلى "منصّة إيواء وشرطي لحراسة الشواطئ الأوروبية أو منبعا لاستقطاب النخب ومصدرا لهجرة العقول والكفاءات في اتجاه الدول الغربية فحسب". ودعا كلّ الأطراف إلى الوقوف ضدّ تشغيل المهاجرين في تونس في ظروف العبودية وخارج الأطر القانونية والعمل على تمكينهم من التساوي في الحقوق مع نظرائهم التونسيين والتصدي إلى خرق القانون باعتباره شكلا من أشكال الاتجار بالبشر قبل أن يتحوّل إلى ظاهرة للاسترقاق المقنّع للمهاجرين، حسب البيان ذاته وحث الجهات الرسمية في تونس على العمل المشترك مع منظمات المجتمع المدني من أجل وضع استراتيجية وطنية مستقلة حول الهجرة عموما والهجرة غير القانونية على وجه الخصوص. وطالب الاتحاد النقابات الأوروبية والاتحاد الدولي للنقابات باتخاذ مواقف "جريئة" بخصوص قضية المهاجرين والعمل على فرض حماية حقوقهم وضمان المساواة بينهم وبين عمال بلدان الهجرة ومنع كلّ تمييز يسلط عليهم والضغط من أجل وضع استراتيجية دولية حول الهجرة تضمن حرية التنقّل والحقّ في العيش والعمل واحترام الكرامة البشرية للمهاجرين في كلّ الاتجاهات، منددا بالتعامل "السليبي" للدول الأوروبية مع ظاهرة الهجرة غير النظامية، والذي ينحصر في "المعالجات الأمنية والحمايية التي وصلت إلى حدّ تهديد سفن الإنقاذ ومنعها من إنقاذ قوارب الهجرة غير النظامية"

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>06-08-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>En Tunisie, la municipalité refuse encore de donner des prénoms non arabes à vos enfants</p> <p>La faute à une circulaire de décembre 1965 interdisant l’octroi de prénoms non-arabes dans le registre de l’état civil</p> <p>Azal, Sofines, Numidia, Silya, Lara...sont des prénoms que vous n’avez pas le droit d’accorder à vos enfants. La cause: ce ne sont pas des prénoms arabes. À Sfax, un parent a essayé de donner le nom amazigh “Massin” à son fils et a dû faire face au refus de l’agent municipal qui s’est abrité derrière la loi. Intervenant sur les ondes de Mosaïque Fm, le maire de Sfax, Mounir Elloumi, a expliqué que la mairie ne fait qu’appliquer la circulaire du ministère de l’Intérieur datant de décembre 1965 interdisant l’octroi de prénoms non-arabes dans le registre de l’état civil. Le maire précise que cette disposition a été relativement délaissée pendant quelques années, mais une note du ministre de l’Intérieur de 2013 a rappelé la nécessité de se conformer à la circulaire de 1965. Les prénoms des enfants tunisiens ne sont donc pas du ressort des parents uniquement et de l’ordre de la vie privée mais s’avèrent porteurs d’un enjeu identitaire.</p> <p>L’identité arabo-musulmane ne cohabite pas avec l’identité amazighe, même au niveau symbolique, semble trancher l’État tunisien.</p> <p>Emmanuel Précourt Senécal, étudiant-chercheur à l’Université McGill en anthropologie et ethnologie politique et travaillant sur les enjeux amazighs en Tunisie, a expliqué que la problématique des prénoms, amazighs en l’occurrence, se pose souvent en Tunisie, a-t-il affirmé au HuffPost Tunisie, ajoutant que la question dépend aussi beaucoup de l’interprétation de l’agent de la mairie.</p> <p>Le spécialiste raconte l’anecdote d’un parent qui a apporté avec lui à la mairie la Constitution de 2014 afin de rappeler la nécessité de respecter ses droits culturels et ses libertés individuelles. Cette affaire des prénoms amazighs rappelle la marginalisation de l’identité amazighe en Tunisie. En 2016, un rapport périodique sur la Tunisie, adopté par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations-Unies a pointé du doigt l’État tunisien pour son dénigrement de sa propre culture amazighe.</p> <p>L’ONU a formulé sa “préoccupation concernant les informations reçues sur la discrimination que subirait la minorité amazighe, en particulier dans l’exercice des droits culturels, et que le manque de données ventilées par appartenance ethnique et culturelle rend impossible d’évaluer la situation réelle des amazighs”.</p>

Pour Emmanuel Précourt Senécal, la question amazighe est doublement marginalisée, d'abord à l'échelle plus globale en Afrique du nord, et à l'échelle tunisienne. La situation est encore plus problématique en Tunisie car le nombre des amazighophones est plus restreint par rapport à l'Algérie et au Maroc par exemple.

“Les autorités tunisiennes évoquent cette question du bout de lèvres”, note-t-il.

Interpellé par le rapport de l'ONU, l'ancien ministre chargé des relations avec les instances constitutionnelles et la société civile et des droits de l'Homme, Mehdi Ben Gharbia avait en effet rétorqué que “toutes les minorités sont accueillies en Tunisie. Il y a une identité arabo-musulmane mais la Constitution protège les minorités. Le gouvernement n'a aucun problème avec une communauté quelle qu'elle soit”. Cette position n'est pas nouvelle, explique le chercheur: “La politique de la construction de l'Etat, post-indépendance qui s'est faite au détriment des Amazighs”. a-t-il conclu.



06-08-2018

businessnews.com

Le syndicat des imams soutient Bochra Belhaj Hmida

Intervenu sur les ondes de Jawhara FM ce lundi 6 août 2018, le secrétaire général du syndicat des imams, Fadhel Achour est revenu sur la détraction du rapport de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe) présidée par l'avocate et députée Bochra Belhaj Hmida. En effet, M. Achour a jugé « désolant » qu'un discours takfiriste visant Mme Belhaj Hmida soit en train de se répandre dans certaines mosquées soulignant que les mosquées doivent « rester à l'écart de l'instrumentalisation partisane ou idéologique ». « Il ne revient pas aux imams de débattre du rapport de la Colibe mais au Parlement auquel ce rapport sera soumis. Si nous remarquons la moindre infraction au sein des mosquées, nous alerterons le ministère de l'Intérieur qui procèdera au limogeage de l'imam en question. Nous sommes dans un Etat de droit et d'institutions et nous appellerons cette commission à un débat public si le syndicat trouve que les dispositions du rapport sont contradictoires avec le texte religieux », a indiqué le secrétaire général du syndicat des imams.



06-08-2018

B.H

realites

Arrestation d'un rappeur ayant insulté des policiers

Les unités sécuritaires relevant du district de la garde nationale à Sbeitla ont procédé ce lundi 06 août 2018 à l'arrestation du rappeur ayant insulté les unités sécuritaires dans les paroles de l'une de ses chansons, rapporte Mosaïque Fm citant une source très bien informée. Rappelons que la police s'est abstenue d'assurer la sécurité d'un spectacle dans le cadre du festival Al Abadla à Sbeitla le 29 juillet dernier après que le rappeur ait interprété une chanson dont les paroles portent atteinte à l'institution sécuritaire et au ministère de l'intérieur selon les sécuritaires. Le ministère public à Kasserine avait ordonné dans la même soirée l'émission d'un avis de recherche à l'encontre du rappeur.



04-08-2018

shemsfm

Le ministère de l'Intérieur réagit à l'accomplissement de la prière à l'avenue Habib Bourguiba

En réaction à l'accomplissement de la prière à l'avenue Habib Bourguiba en marge d'une manifestation autorisée, organisée vendredi par un parti politique, le ministère de l'Intérieur a déclaré avoir pris toutes les mesures nécessaires pour poursuivre les contrevenants. Il s'agit « d'une violation de la loi », selon un communiqué rendu public samedi par le ministère de l'Intérieur. Tout en réaffirmant son attachement à préserver les droits constitutionnels et juridiques relatifs à la liberté d'expression, le département de l'Intérieur appelle l'ensemble des partis et les composantes de la société civile à respecter les lois et les réglementations en vigueur. Le Courant « al-Mahaba » a organisé, vendredi après-midi, à l'Avenue Habib Bourguiba, une marche pour réclamer « l'annulation définitive » du rapport de la Commission des libertés individuelles et de l'Égalité (Colibe). L'Association tunisienne des imams prédicateurs a pris part à la manifestation.



05-08-2018

mosaiquefm

Souad Abderrahim court à Kigali pour l'environnement

Souad Abderrahim, élue récemment maire de Tunis a participé ce dimanche 5 août 2018, à l'événement "Journée Sans voitures" à Kigali, capitale Rwandaise. Souad Abderrahim a indiqué dans une déclaration accordée au site RUHAGOYACU qu'elle a voulu participer au marathon organisé à Kigali pour apprendre comment utiliser ce sport de la meilleure des façons pour la promotion de l'unité et de la réconciliation. Elle a ajouté que la ville de Tunis veut copier cette expérience pour entretenir de bonnes relations avec le monde.

مقالات باللغة العربية



06-08-2018

shemsfm

صحيفة: فايسبوك يساوم البنوك مقابل بيانات مستخدميه

كشف تقرير لصحيفة أمريكية، الإثنين، أن موقع "فايسبوك" للتواصل الاجتماعي، يجري مساومة مع كبرى البنوك الأمريكية، مقابل الحصول على بيانات مستخدميها المالية. وذكرت صحيفة "ول ستريت جورنال"، أن "فايسبوك" يطلب من البنوك الأمريكية الكبيرة أن تشارك معه معلومات مالية تفصيلية عن عملائها، بما في ذلك المعاملات الخاصة ببطاقتهم الائتمانية، وأرصدة التحقق من الحسابات، مقابل أن يساعدها من خلال خدمات مالية، وزيادة عدد عملائها. ويرغب "فايسبوك" من هذه المفاوضات، أن يكون منصة تجيز عمليات البيع والشراء للناس، إلى جانب مهمته الرئيسية، وهي التواصل الاجتماعي بين الأصدقاء.



06-08-2018

mosaiquefm

اتحاد الشغل يدعو الحكومة على التدخل السريع لإيواء المهاجرين الأفارقة

دعا الاتحاد العام التونسي في بيان الحكومة التونسية إلى التدخل الناجع والسريع لتوفير الإيواء والرعاية الصحية والغذائية للزائرين للمهاجرين الأفارقة الذين تم استقبالهم على متن سفينة تجارية تونسية تم السماح لها بالدخول إلى ميناء جرجيس بعد أن ظلت ممنوعة من الرسو في عديد الموانئ بالمغرب.